

Commémoration du 11 novembre 2019

Prononcé par le maire de Lavour
le 11 novembre 2019

Nous voilà rassemblés au pied de notre monument aux morts, sous les plis de nos étendards.

Et il en est ainsi dans toutes les villes de France, dans tous ses villages.

La plupart d'entre nous n'ont jamais connu la guerre, quelques-uns seulement la guerre d'Algérie, moins encore la Seconde guerre mondiale. Du conflit de 14-18, nous ne conservons que le récit de nos parents, de nos grands-parents et de nos professeurs.

Quel sens revêt alors cette cérémonie ?

Pourquoi sommes-nous là ? Nous qui sommes à la fois si différents les uns des autres, et pourtant, en ce jour, si proches, comme côte à côte ?

*

Notre époque est profondément différente de celle qu'ont vécu nos aïeux. J'emploie volontairement ce mot d'aïeux. Un vieux mot qui nous renvoie, par la vertu de la filiation, au souvenir de nos pères et des pères de nos pères.

La terre des pères, c'est la patrie.

Paul Valéry écrivait, au lendemain de la Grande guerre, dans les *Regards sur le monde actuel* : « nous autres civilisations, savons que nous sommes mortelles ».

C'est l'Europe qui dans la guerre s'est suicidée, avant de se partager un temps, entre l'indolence, le nazisme et le communisme. Nous avons pu nous affranchir de ces deux totalitarismes. Mais non de l'indolence avec laquelle les Européens détournent si souvent le regard de la montée des périls.

La mort, il y a un siècle était une compagne familière. Dans les villages, elle était annoncée par le glas qui sonnait. Chacun venait se recueillir auprès de la famille du défunt. La solidarité paysanne s'exprimait ainsi dans les chagrins comme dans les moments heureux.

La patrie était une référence naturelle, et les instituteurs, « hussards noirs de la République » selon la formule de Charles Péguy, entretenaient le souvenir des sacrifices communs, dans la lecture de l'Histoire, selon Ernest Lavis.

C'était l'époque, aussi, où **la voix de certains parlementaires égalait celle des plus brillants intellectuels,** quand ils ne l'étaient pas eux-mêmes. Jaurès, Clemenceau, Poincaré, Barrès, Briand, Tardieu avaient beaucoup lu, savaient écrire et savaient parler.

Depuis une cinquantaine d'années, nous vivons dans un autre monde : la souveraineté de l'individu, la mondialisation des échanges, la domination des marchés, la globalisation de la pensée et des comportements sociaux, la réfutation de l'autorité, qu'elle soit issue du suffrage universel ou de l'intelligence, l'impuissance des politiques à modeler le monde, le déclin de l'Europe, la contestation de toute forme d'héritage, national, intellectuel et spirituel.

Si l'on est pessimiste on dira que c'est la victoire du matérialisme sans foi ni loi. Ce que l'historien Marcel Gauchet appelle une crise civilisationnelle et spirituelle sans précédent. Si l'on est optimiste, c'est la victoire de ceux qui savent saisir les opportunités des temps modernes.

Aussi, de nos commémorations, nous devons, je crois, tirer trois enseignements :

- **la nécessité d'abord de retrouver le sens de la continuité historique**, contre cette obsession de certains à vouloir « faire du passé table rase », contre cette vanité de croire qu'il y a un « monde nouveau » à construire, nécessairement supérieur à ce que l'on décrit comme le « monde ancien ».

Nous sommes des héritiers. Et aujourd'hui, des héritiers des Poilus de 14.

Cela ne signifie pas que l'histoire s'impose à nous comme une loi, gravée dans le marbre. L'Histoire est un héritage à faire fructifier. C'est ce que l'on appelle le « devoir de mémoire ». C'est cette évidence qu'il n'y a pas d'humanité ni de civilisation sans filiation naturelle ou spirituelle.

- **Le second enseignement a trait au Progrès.** Il est devenu depuis le XVIIIe siècle une théologie, une religion de substitution. Le Progrès considéré comme une promesse de bonheur, « cette idée neuve en Europe », disait le révolutionnaire Saint-Just, celui qui fera voter la « loi des suspects » et prônera la « destruction totale » de ceux qui s'opposaient à la République. L'idéal du Progrès s'est fracassé au XXe siècle sur les grands massacres : massacres de soldats, massacres de civils à Dresde, Hiroshima et au Goulag, génocide des juifs et les cambodgiens. Tous les progrès ne sont pas au service de la paix, de la morale et des droits de l'Homme.

- **Le troisième enseignement nous parle des héros.** Ils nous rappellent que l'on peut donner sa vie pour une cause qui nous dépasse. Les héros fécondent l'histoire nationale. Ils en sont le visage. Même si la plupart d'entre eux sont inconnus. La commémoration est aussi faite pour ces héros inconnus, parce qu'ils incarnent, dans la continuité de l'Histoire, des valeurs humaines extraordinaires : le courage, la loyauté, la résistance à la tragédie, le panache.

Nous avons besoin de modèles pour être meilleurs.

Les Français, en 1914, se lèvent face à l'ennemi. Depuis la défaite de 1871, l'ennemi était chez nous, en Alsace et en Lorraine. La classe politique était partagée : pour certains, comme Clémentineau, la priorité était la « ligne bleue des Vosges, c'est-à-dire la reconquête des territoires perdus en 1871. Pour d'autres, c'était la colonisation de l'Afrique et de l'Indochine : position partagée par Jean Jaurès et Jules Ferry, le père de l'instruction publique.

Repousser les frontières au Rhin s'est imposé naturellement avec la déclaration de guerre des Allemands.

Les frontières ! Que n'a-t-on dit comme sottises sur elles depuis tant d'années : ces frontières abattues, dit-on, avec le mur de Berlin, le rideau de fer et la révolution informatique, ces hommes et ces femmes qui s'érigent en « citoyens de l'univers », rassemblés, selon l'écrivain Régis Debray - l'ancien compagnon du Che Guevara -, dans « une même ineptie ».

Or les murs s'abattent, comme celui de Berlin, il y a 30 ans. Les frontières se traversent ! Les murs s'érigent quand il n'y a plus de frontières. Partout dans le monde, les peuples revendiquent le droit aux frontières : palestiniens, kurdes, africains, catalans ! Partout, les frontières retrouvent leur légitimité naturelle : marquer, dans la géographie, la force de l'État et la volonté nationale. Les frontières appartiendraient au « vieux monde » ? Il y avait une quarantaine d'États à la création de l'ONU en 1945. Il y en a plus de 200 aujourd'hui !

L'aspiration à l'ouverture des frontières appartient à ceux qui vivent dans le confort des grandes métropoles. Ce sont les peuples fiers de leur identité, les peuples pauvres, les peuples en guerre qui rêvent de vraies frontières ! Et quand les États-souverains se déconstruisent, ce qui les remplace est toujours dangereux : mafias, théocraties, multinationales transformant les citoyens en consommateurs.

Les Poilus se sont battus pour la République. Une République rassemblée après les déchirures religieuses auxquelles la loi de séparation des Églises et de l'État voulut mettre un terme en 1905. Des déchirures religieuses, notre pays en a souvent connues ; il continue à en vivre. Il n'y a de « pire guerre » que religieuse, écrit déjà, Pascal, au XVIIIème siècle.

Ils se sont donc battus pour des principes. Pour défendre une frontière morale entre nous et « eux », entre notre démocratie et le régime autoritaire du Kaiser.

Mais ils se sont surtout battus pour la « terre charnelle » !

« Heureux », dit Charles Péguy, l'écrivain-combattant, l'une des plus belles âmes de la culture française, le dreyfusard tué au feu dès l'automne 14, « heureux ceux qui sont morts pour quatre coins de terre ».

Pour ces « quatre coins de terre », cent cinquante jeunes de Lavour sont tombés au champ d'honneur. Leurs noms sont inscrits dans la pierre. Le temps ne les a pas effacés. Paysans, cordonniers, boulangers, ferronniers, fonctionnaires, certains de leurs descendants sont parmi nous. Ils sont de notre famille, celle qui se forme par le « sang versé » pour la Patrie.

La guerre de 14 fut une guerre mondiale. Pour l'essentiel, elle se passât chez nous. Des milliers d'hectares de terre fertile ont été stérilisés par des centaines de millions d'obus.

Durant cinquante-deux mois moururent neuf millions de soldats et de civils, dont près d'un million et demi de Français.

Le parti des travailleurs, celui de Jean Jaurès, ne put empêcher le conflit. Notre compatriote tarnais est assassiné le 31 juillet.

L'illusion d'une alliance des masses populaires meurt avec lui dans la ferveur patriotique partagée par la bourgeoisie, les ouvriers, les paysans et l'aristocratie.

C'est à l'unanimité que l'Assemblée nationale répond le 4 août 1914 à la déclaration de guerre de l'Allemagne : Barrès, dont les œuvres complètes sont rassemblées dans la bibliothèque du général de Gaulle, à la Boisserie, décrit la Chambre des Députés « qui se lève d'un bond pour le salut à la Russie, pour le salut à l'Angleterre, pour le salut à l'Italie, pour le salut à la Serbie, pour le salut, le plus long de tous, le plus chargé d'amour, à nos frères d'Alsace-Lorraine ».

C'est inouï ! Nationalistes, radicaux et socialistes : tous se retrouvent, côte à côte, dans l'« Union Sacrée » autour des statues de Jeanne d'Arc. Pour la première fois, les religieux sont enrôlés. Plus de 30 000 ! 5 000 d'entre eux seront tués. Les « curés sac au dos », criaient les laïcards ! Ils ne crurent pas si bien dire ! Prêtres, moines et religieuses furent des héros comme les autres.

« Heureux ceux qui sont morts ... mais pourvu que ce fût dans une juste guerre », écrit encore Péguy.

Les souvenirs de la Grande Guerre auraient pu disparaître. Depuis plus de 20 ans, vous êtes de plus en plus nombreux à venir ici, un 11 novembre.

Et du fond du cœur, je vous en remercie.

Rares sont les communautés humaines qui échappent aux divisions et aux conflits. La nôtre ne fait pas exception, surtout quand nous approchons du grand moment démocratique que constitue l'élection...

Mais ce 11 novembre est un moment d'armistice. Un moment de paix, de respect mutuel dans le souvenir de nos aïeux. Un moment où l'on doit ressentir en nous l'histoire de combattants qui sont allés jusqu'au bout de la souffrance, loin de notre confort ouaté. À l'image du colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame, dont nous avons donné le nom à cette école, la plus symbolique, parce qu'elle est là.

Un Peuple qui ne connaît plus son histoire perd son identité comme les racines de sa liberté. Quand son histoire est submergée par la repentance, il perd sa force, sa fierté, les valeurs qui l'ont forgée. C'est pourquoi l'enseignement de l'histoire, l'histoire du « roman national » est fondamental : l'histoire de nos héros, j'y reviens ! Vercingétorix, Clovis, Saint Louis, Jeanne d'Arc, Bayard, Louis XIV, Colbert, Bonaparte, les fédérés de la Commune, Clémenceau, de Gaulle et les « soldats de l'ombre ».

L'histoire, dans un pays où une partie de la population ne partage pas notre passé, doit unifier : c'est la garantie de la paix civile et de la cohésion sociale.

Il n'y a pas de République déracinée : la République n'est rien sans la Nation, famille de nos familles.

La Grande Guerre reste, justement, la guerre de nos familles, des familles françaises comme un fil nous reliant à nos racines, à une génération dont la plupart des hommes adultes, dans les années 20, étaient des anciens combattants.

12 communes seulement sur 36 000 furent épargnées par la douleur. Aucune ne le fut par la gloire : nous avons eu notre « revanche ». Une « revanche » payée au prix fort par les paysans de France comme par les 600 000 hommes des troupes coloniales d'Indochine, d'Afrique du Nord et d'Afrique noire, terriblement redoutées par les Allemands. Rendons-leur un hommage plein d'amour.

Ce fut une guerre d'horreur par sa durée, ses corps à corps de tranchées à tranchées, ses offensives en ligne, hachées par les mitrailleuses, l'artillerie et l'aviation, par l'emploi du gaz de combat.

Ce fut une guerre pour tous : paysans, fonctionnaires, ouvriers, grands écrivains et musiciens, Alain Fournier, Apollinaire, Ernst Jünger, Charles Péguy, Georg Trakl, Maurice Ravel.

Écoutons encore Charles Péguy :

« Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles
Couchés dessus le sol à la face de Dieu »

Clémenceau a 77 ans en 1918. Vendéen et républicain, ce qui est rare, il a été Président du Conseil de Paris, député, sénateur, ministre de l'Intérieur, puis de la Guerre, chef du gouvernement. « Il fut la France », comme a dit Churchill. Il fut tellement la France incarnée, que ses collègues républicains lui préférèrent Paul Deschanel comme candidat à la présidence de la République. Mais Deschanel finit fou. Clémenceau résume cette ironie de l'histoire : « ils ont voté pour le plus bête ».

À la tribune de la Chambre des Députés, Clémenceau ouvre grands les bras : « Hommage à nos grands morts qui nous ont donné une grande victoire ».

Honneur à ceux qui ont aimé la France avec courage : car c'est la plus noble des vertus.

Hommage à ceux qui ont donné leur jeunesse,
hommage, à ceux qui ont donné leur vie, ou perdu leur intégrité physique.

Que cela ne soit pas en vain dépend de nous. Notre civilisation est confrontée à une barbarie surgie du fond des siècles. Une barbarie qui ne connaît pas les frontières, une barbarie islamiste qui hait ce que nous sommes, une barbarie qui a tué depuis 2012, chez nous, plus de 260 français et puis un 28^{ème} soldat au Mali, Ronan Pointeau, issu de Castres, brigadier au 1^{er} régiment de Spahis.

Dans ce combat, comme en 14, ce sera eux, ou nous. Et comme cela ne peut être nous, ce sera eux.

Hommage à notre armée et à la gendarmerie, hommage à nos anciens combattants et aux porte-drapeaux, hommage à la Croix Rouge et aux sapeurs-pompiers, présents sur tous les champs de bataille de 14-18.

« Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre, Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés », conclut Péguy.

Hommage, Mesdames et Messieurs, à ceux qui se sont battus : car dans la guerre, comme dans la paix, le dernier mot est à celui qui ne se rend jamais.

Vive Lavour,
Vive la République,
Et vive la France.